

simple recension d'un ouvrage. Contentons-nous d'affirmer cette évidence : la perte de tout esprit critique conduit immanquablement à la crédulité et à l'irrationnel.

Le marquis de La Franquerie, d'une intelligence pourtant remarquable, se laisse bien vaincre par cet état d'esprit « surnaturaliste », ce qui le conduisit à perdre un certain sens de la mesure, à prêter l'oreille à toutes sortes de sirènes et, par exemple, à se laisser séduire par les élucubrations pseudo-scientifiques d'un Crombette ou d'un Gaston Bardet dont il vanta les travaux dans son opuscule ⁶.

⁶ — ID., *ibid.*, notes p. 14. « Un savant français, Fernand Crombette, décédé il y a quelques années, en étudiant la Bible, a été amené à commencer à la

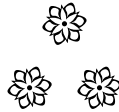
Attention ! Nul d'entre nous n'est à l'abri d'adopter un jour cet état d'esprit. Aussi, prenant bien garde de toujours soumettre notre raison à la foi, n'oublions jamais de conserver notre raison.

Jean Vignerte

Marquis DE LA FRANQUERIE, *Le Saint pape et le grand monarque d'après les prophéties*, Chiré, 1980.

retraduire à l'aide du copte. Cette langue primitive lui a ainsi permis d'éclaircir les parties restées obscures dans le Livre Sacré. »

A propos des erreurs scientifiques et religieuses professées par Crombette et ses disciples actuels du Ceshe, voir : PIERRE-MARIE Frère O.P., VIAIN Dominique et SALET Georges : *Crombette et le crombettisme*.



☞ *Histoire du vandalisme*

L'auteur

Dans l'article intitulé : « Les victimes françaises du fanatisme huguenot au XVI^e siècle », publié dans ce numéro, il est plusieurs fois question de l'*Histoire du vandalisme* de Louis Réau. Profitons de l'occasion pour dire quelques mots de cet ouvrage réédité en 1994 dans la collection Bouquins (Robert Laffont).

C'est incontestablement le livre le plus intéressant et le plus objectif des nombreux écrits de Louis Réau. Grand historien de l'art, cet auteur a consacré beaucoup de travaux à l'art en général et à son histoire, avec notamment : une *Histoire de l'expansion de l'art français* (éd. Laurens, 1922-

1933, en 4 volumes), une *Histoire universelle des arts* (éd. Armand Collin, 1934, en 4 volumes), un essai sur *La Peinture française du XIV^e au XVI^e siècle* (éd. Hypérior, 1939), une *Encyclopédie de l'art* (éd. Nathan, 1951), un *Dictionnaire polyglotte des termes d'art et d'archéologie* (PUF, 1953) et une monumentale *Iconographie de l'art chrétien* (PUF, 1955-1958, en 5 volumes). Ce dernier ouvrage, surtout, se ressent des opinions parfois « critiques » de l'auteur. De formation et de conviction protestantes, son appréciation de l'art catholique médiéval est faussée. Ne comprenant pas toujours le symbolisme religieux et le langage imagé des œuvres des XII^e et XIII^e siècles, directement inspirées de la liturgie, des Pères et des anciennes traditions mystiques, il se moque volontiers des

« légendes » des saints et porte certains jugements qui tranchent péniblement avec les analyses qu'Émile Mâle a popularisées dans ses livres remarquables sur l'art religieux du Moyen Âge.

L'Histoire du vandalisme

L'Histoire du vandalisme, en revanche, est presque entièrement exempte de ces défauts. Louis Réau l'écrivit au terme de sa carrière. Considérant que l'histoire de l'art français resterait « incomplète, tronquée et par conséquent fautive » si l'on n'y réintégrait pas l'étude de ses monuments disparus, il entreprit de faire la moisson des édifices et des œuvres détruits du passé. Même si, faute de monographies suffisantes, il ne put établir une recension exhaustive, la liste qu'il dressa, par siècles et par lieux, réunit un nombre considérable de monuments ruinés ou mutilés et reste la mieux documentée du genre. Sa lecture est passionnante et instructive.

En groupant cette moisson, Louis Réau fut naturellement amené à examiner le motif des destructions passées. Il constata alors que si certaines disparitions ou mutilations déplorables s'expliquent par l'usure du temps, ou par les reconstructions successives que la nécessité et l'évolution des goûts imposèrent, beaucoup, le plus grand nombre peut-être, sont imputables à des actes de vandalisme sauvage, à la volonté de détruire, à l'appât du gain ou au fanatisme aveugle, anticatholique et révolutionnaire.

S'agissant non plus d'expliquer l'art chrétien mais de recenser ses irrémédiables pertes et de dénoncer les coupables, Louis Réau s'est montré d'une objectivité et d'une probité qui l'honorent. Bien que ferme religieux lui-même, il n'hésita pas à montrer que le vandalisme véritable, c'est-à-dire la destruction inspirée par le

fanatisme, est apparu au XVI^e siècle, avec l'iconoclasme protestant. En un temps relativement bref et sur l'ensemble du territoire français, de très nombreux monuments religieux furent alors détruits, saccagés ou privés de leur parure sculptée. Seul, le vandalisme révolutionnaire de la Terreur rivalisa avec ce vandalisme huguenot. Et, dans un cas comme dans l'autre, on observe la même rage exterminatrice qui s'attaque à l'Église catholique et à son culte, s'appliquant à effacer tout ce qui en porte la trace ou le nom.

L'auteur fait remarquer que, paradoxalement, l'application du mot « vandalisme » à la destruction ou à la mutilation barbare (voire à la restauration hâtive) des œuvres d'art, a été inventée par un fils de la Révolution, l'abbé Grégoire, dans un rapport présenté à la Convention, le 31 août 1794. Plus tard, en 1837, l'ancien abbé conventionnel revendiqua la paternité de ce vocable avec la fatuité d'un idéologue fier de sa découverte : « Je créai le mot pour tuer la chose. » Si les révolutionnaires n'avaient effectivement pas créé la chose, ils l'avaient pourtant abondamment pratiquée, et même améliorée au point de la porter à sa plus parfaite expression, inégalée depuis, sinon par leurs émules soviétiques et maoïstes !

Louis Réau s'interroge sur le choix du mot *vandalisme*. « Pourquoi avoir choisi les Vandales de préférence aux Philistins ou aux Béotiens, aux Goths ou aux Huns pour les clouer au pilori ? » La réponse est assez symptomatique de l'idée qu'on se faisait du « passé » et des « barbares », à la fin du XVIII^e siècle. Les Philistins n'étaient féroces que pour Israël, et les Béotiens passaient surtout pour lourdauds aux yeux des Athéniens. En revanche, la réputation de sauvagerie des hordes germaniques était universellement établie. Les Huns auraient pu faire l'affaire, mais « hunnisme » manque d'euphonie. Quant aux Goths, les

humanistes italiens de la Renaissance avaient déjà retenu ce terme pour signifier leur mépris du Moyen Âge obscurantiste... (C'est pourquoi nos cathédrales du XIII^e siècle sont qualifiées de « gothiques » !) Restaient donc les Vandales ; ils furent choisis comme boucs émissaires, étant bien assuré qu'ils ne pourraient pas réclamer. On avait trouvé de conciliants coupables sur qui tous les futurs « vandales » pourraient impunément se décharger.

Mais, au fond, c'est une injustice. Assurément, les Vandales étaient barbares ; leur roi Genséric prit même Rome en 455 (toutefois, grâce à saint Léon, il ne la saccagea pas comme firent les Wisigoths d'Alaric en 410) ; ils persécutèrent également les chrétiens d'Afrique, au V^e siècle, mais guère plus que les Perses ou les Ariens et plutôt moins que les premiers empereurs romains. En réalité, à la place de « vandalisme », on devrait donc plutôt dire : « huguenotisme » ou « jacobinisme ⁷ », comme le montre l'enquête de Louis Réau. Un tel choix aurait été plus juste et plus pertinent. Mais, pour le coup, les protestations n'auraient pas manqué.

La psychologie des vandales

Dans son introduction, Louis Réau s'efforce de dresser la psychologie des vandales. Pour cela, il recherche les mobiles qui les font agir. On retiendra surtout les motifs inavoués : — *l'instinct brutal de destruction* : ainsi le bombardement de la cathédrale de Reims, au cours de la première guerre mondiale, ne se justifiait-il par aucune nécessité d'ordre militaire ; — *le vandalisme cupide* (ou envieux) ; — *le vandalisme imbécile* (des graffitomanes, par exemple) ; — et, surtout, *le vandalisme* que

7 — Mais l'emploi courant de ce mot tend à le vider de sa référence révolutionnaire et sanguinaire pour en faire l'expression du centralisme étatique républicain.

Réau appelle « *intolérant* ». Tout en reconnaissant que ce mot (à vrai dire piégé) ne fait pas partie du vocabulaire chrétien, Louis Réau désigne ainsi le vandalisme fanatique d'origine hérétique et idéologique. Il donne trois exemples : les iconoclastes byzantins du VIII^e siècle, la barbarie huguenote des guerres de Religion et le vandalisme jacobin. Il faut dire que quelques-unes de ses explications sont ici un peu confuses et cachent mal un certain scepticisme libéral :

Les iconoclastes protestants du XVI^e siècle, écrit-il, n'étaient pas autre chose que des fétichistes inconscients. En détruisant impitoyablement les images miraculeuses de la Vierge et des saints, ils se croyaient les défenseurs de la vraie religion contre l'idolâtrie des papistes. Mais n'étaient-ils pas eux-mêmes idolâtres en attribuant à de simples images de pierre ou de bois une puissance imaginaire ? Se seraient-ils acharnés contre elles s'ils n'y avaient vu que d'inertes simulacres ? Si paradoxal que cela paraisse à première vue, les briseurs d'images sont tout aussi idolâtres que leurs adorateurs.

Tout en condamnant l'impiété furieuse et barbare des huguenots, Réau n'a-t-il pas caricaturé ici une certaine forme de piété catholique, coupable à ses yeux de relents superstitieux ? Ailleurs, toutefois, il précise que l'Église, en encourageant le culte des images, n'a jamais encouragé l'idolâtrie : le culte rendu à l'image vise la personne que l'image représente.

D'ailleurs, malgré leurs allégations, les iconoclastes protestants le comprenaient de cette manière, eux aussi, qui, dans leur frénésie destructrice, ne traquaient pas tant la « superstition » catholique que la Vierge Marie elle-même, la papauté, la vie monastique ou l'Église, objets véritables de leur haine implacable. Ne nous y trompons pas, le vandalisme huguenot ne se réduit pas aux débordements d'un zèle outrancier, faussé, dressé contre une dévotion papiste

elle-même pleine de travers. D'autant qu'« il n'y a pas eu que des "abattis d'images" mais aussi des "boucheries de créatures humaines" » (page 128).

Morceaux choisis de vandalisme

Il ne nous est pas possible de passer en revue les 923 pages racontant par le menu le vandalisme de la guerre de Cent ans, celui des guerres de Religion, ou des Jacobins, de Napoléon et des deux guerres mondiales. Contentons-nous de puiser, ici ou là, quelques exemples significatifs. Nous laissons volontairement de côté les épisodes du vandalisme huguenot dont il a été largement question dans l'article de Michel Feretti : « Les victimes françaises du fanatisme huguenot au XVI^e siècle », et les méfaits du vandalisme révolutionnaire qui sont déjà connus.

— Commençons par un exemple de « vandalisme esthétique », tel qu'il exista à la veille de la Révolution, à une époque où l'esprit chrétien abandonnait les arts, même chez les clercs qui étaient souvent contaminés par l'esprit des Lumières. Louis Réau raconte (page 175) :

Les embellissements de la cathédrale Saint-Maurice d'Angers exigèrent comme rançon la destruction de nombreuses œuvres d'art, d'une valeur inestimable, que ne compense pas l'érection d'un colossal maître-autel à baldaquin avec des colonnes de marbre rouge coiffées de chapiteaux corinthiens en bois doré. Cette réplique de l'autel berninesque du Val-de-Grâce, commandée en 1757 à Antoine-Denis Gervais, ne coûta pas moins de quarante mille livres, procurées en partie par la vente de coupes de bois et une loterie.

Pour solder les frais de ce douteux embellissement qui gâche la perspective de la vaste nef gothique, l'évêque Michel Le Peletier et ses chanoines n'hésitent pas à « bazarder » sans vergogne de précieuses pièces d'orfèvrerie : des parements d'autel

en vermeil, une statue en argent doré de saint Maurice, patron de la cathédrale, en attendant qu'en 1782, on mette en vente les tapisseries de l'Apocalypse qui, fort heureusement, ne trouvèrent pas d'acquéreur⁸.

Ce n'est pas tout : la mise en valeur de cet indésirable baldaquin a entraîné, par surcroît, la destruction du jubé et de plusieurs vitraux de couleurs remplacés par du verre blanc, sans compter le transfert dans la nef des débris du magnifique mausolée du roi René. En 1781, les chanoines chargent le peintre italien Borani, qui avait déjà sévi à Chartres, de blanchir tous les murs en badigeonnant sans merci les peintures anciennes⁹.

La Révolution fut moins novice. Les jacobins se contentèrent de coiffer la croix de l'autel d'un bonnet phrygien. Le baldaquin était sans doute à leur goût : car il fut question de le transporter à Paris, au Panthéon.

— A Rouen, nous est donné un exemple de « vandalisme jacobin » annonciateur du vandalisme de l'actuel clergé conciliaire :

Les sans-culottes n'éprouvent pas plus de respect pour les gloires nationales que les huguenots de l'époque des guerres de Religion. Tout ce qui appartient à l'Ancien Régime leur est odieux, et l'histoire de France ne commence pour ces « patriotes » qu'avec la prise de la Bastille. De même que les protestants avaient renversé à l'entrée du pont d'Orléans le monument élevé par Charles VII à la Pucelle, la Société populaire de Rouen n'a pas honte de réclamer, le 25 octobre 1793, la destruction

⁸ — Ces célèbres tapisseries subirent pendant un siècle, après la Révolution, d'incroyables traitements. Elles servirent notamment de bâches. Entre 1830 et 1843, certaines pièces étaient prêtées chaque année à l'école des Frères et employées à recouvrir les planches de l'estrade, le jour de la distribution des prix. (NDLR.)

⁹ — On a retrouvé ces dernières années quelques-unes des anciennes peintures murales, derrière les boiseries du chœur. (NDLR.)

de l'image de Jeanne d'Arc et le remplacement de cette « statue du despotisme » par un buste de Marat.

Si l'église Saint-Ouen, qui était la plus importante de Rouen après la cathédrale, est aujourd'hui entièrement nue, c'est que les jacobins ont fait place nette. En 1791, les administrateurs du district font démolir le jubé « de manière que les paroissiens puissent voir le prêtre à l'autel ». Précaution inutile puisque, un an plus tard, il n'y avait plus ni prêtre ni paroissiens. La nef est transformée en dépôt de tableaux confisqués dans les églises et les communautés. Le 31 mai 1792, on demande « la suppression de plusieurs vieilles images de saints, ainsi que des autels tombés en vétusté et autres monuments gothiques regardés comme inutiles » (p. 447).

— L'époque napoléonienne est riche en actes de « vandalisme imbécile » ou « cupide ». Ainsi, Toulouse se vit décerner par Montalembert le titre peu flatteur de « capitale du vandalisme » suite à la démolition, en 1812, des trois cloîtres romans de la Daurade, de la cathédrale Saint-Étienne et de l'abbaye Saint-Sernin qui furent stupidement dépecés. Mais il faut surtout citer la destruction criminelle de l'abbaye de Cluny, entre 1810 et 1823 :

Le crime inexpiable est la destruction du monument d'architecture monastique le plus grandiose non seulement de la Bourgogne et de la France, mais de toute la chrétienté. Longue de 187 mètres, l'abbatiale de Cluny, la troisième église construite à la fin du XI^e siècle sous le vocable des princes des apôtres saint Pierre et saint Paul sur l'emplacement de deux basiliques antérieures du X^e siècle, surpassait en effet par ses dimensions toutes les cathédrales du Moyen Âge. C'est seulement à la Renaissance qu'elle fut dépassée par la nouvelle basilique Saint-Pierre de Rome.

Conçue non à la mesure du monastère, mais de l'ordre tout entier, elle comportait un vaste narthex, une immense nef à doubles collatéraux coupée par deux

transepts, un déambulatoire encerclant le chœur sur lequel s'ouvraient cinq chapelles rayonnantes. Ce gigantesque vaisseau était couronné, comme à Tournai et à Laon, par une gerbe de cinq grands clochers encadrant la façade et le transept : deux à l'entrée du narthex, un clocher carré à la croisée du transept majeur et deux clochers octogonaux à l'extrémité des croisillons.

Saccagée en novembre 1793, l'église abandonnée avait été vendue en 1798 comme propriété nationale. Mais sa destruction est l'œuvre du XIX^e siècle : commencée sous l'Empire en 1810, pour le percement d'une rue à travers la nef, elle fut achevée en 1823 par la démolition de l'abside.

Il est difficile d'établir les responsabilités d'un crime aussi sauvage que stupide, commis de sang-froid, alors que les passions antireligieuses étaient calmées, et par conséquent sans excuse. Elles sont partagées entre l'État, qui ne sut rien empêcher et n'eut pas honte de transformer un des sanctuaires les plus vénérables du monachisme et de l'art médiéval en haras, en installant dans les chapelles des écuries et dans le déambulatoire un manège pour l'école de cavalerie ; le préfet de Saône-et-Loire qui, sans en référer à son ministre, laissa faire les démolisseurs, et enfin les habitants de Cluny qui, faute de prévoir le préjudice incalculable et irréparable que cette destruction causerait à leur petite ville, considérant que la commune n'était pas à même d'assumer les frais d'entretien de l'immense abbaye, cherchèrent finalement à l'exploiter comme une carrière de pierres (pages 586-587).

— Terminons en évoquant le « vandalisme anglo-américain » de la « Libération » alliée de 1944. C'est un sujet tabou. Louis Réau ne l'a pas occulté :

Le 6 juin 1944, après des bombardements aériens de tous les ports de l'Atlantique, de la Manche, de la mer du Nord, destinés à donner le change aux Allemands, nos alliés anglo-américains

débarquaient à Arromanches, sur les côtes de Normandie. (...)

Par malheur pour l'art français, la Normandie était précisément l'une de nos provinces les plus riches en monuments du Moyen Âge et de la Renaissance. Aussi les pertes subies par notre patrimoine artistique furent-elles incalculables.

La vieille ville de Caen, capitale de la basse Normandie, qu'on appelait l'Athènes normande, fut aux trois quarts anéantie. C'était l'un des plus brillants foyers de l'architecture romane. Ses cathédrales et ses abbayes : l'abbaye aux Hommes et l'abbaye aux Dames, avaient fourni des modèles, non seulement à Notre-Dame de Paris, mais aux grandes cathédrales de l'Angleterre, conquise en 1066 par le duc Guillaume le Conquérant, où le terme de normand (*Norman style*) est devenu synonyme de roman.

Par une chance providentielle, la ville avait échappé jusqu'alors à tous les désastres qui avaient décimé les monuments anciens de la France : elle avait été épargnée par l'iconoclasme huguenot, par le vandalisme révolutionnaire et par la Première Guerre mondiale. Le hasard voulut cette fois que la côte du Calvados fût choisie comme point de débarquement par les stratèges anglo-américains. Pendant soixante-cinq jours, du 6 juin au 15 août 1944, une pluie d'obus s'abattit sur la malheureuse cité. Si les deux grandes abbayes furent épargnées, tous les autres monuments furent détruits ou affreusement meurtris (page 851).

Complément : le vandalisme de la Cinquième République

L'intérêt du livre réédité dans la collection Bouquins en 1994 ne s'arrête pas là, car il s'agit d'une édition augmentée par les soins de Michel Fleury et de Guy-Michel Leproux. L'ouvrage de Louis Réau s'achevait en 1958. Il importait de le mettre à jour ou plutôt de le compléter par

l'évocation du vandalisme de la V^e République (de 1958 à 1993).

Ce complément – qui ne prétend pas plus que le livre à l'exhaustivité – raconte donc les récents saccages du patrimoine français perpétrés par l'État, les pouvoirs publics, les collectivités locales et les municipalités, au nom de l'urbanisme et du progrès : destructions du centre des villes, des anciennes enceintes, des banlieues, etc., pour permettre la réalisation des équipements, infrastructures, cités, parking et autres monstres de béton et de bitume que les cités modernes produisent sans arrêt.

Sans doute, faut-il reconnaître qu'un peu partout en France, un effort de restauration et d'embellissement a été entrepris depuis vingt ou trente ans. On commence à comprendre les méfaits de la politique du « tout-automobile » menée dans les années 60-70. On aménage au cœur des villes des rues piétonnes et des parcs de verdure. Mais ces équipements sont généralement froids, artificiels, discordants et ils viennent trop tard, alors que, souvent, l'irréparable est déjà commis. Les actuelles rues piétonnes réalisées à grand frais ne font pas revivre le cadre pittoresque et familial des anciens quartiers serrés autour de leur église de pierre ; elles sont même souvent devenues le repaire de la délinquance vagabonde et bigarrée qui a envahi nos cités.

Michel Fleury étant le président de l'association de défense du vieux Paris, « l'assassinat de Paris » occupe naturellement une grande place dans ces pages consacrées à la V^e République. On avait peu construit et donc peu détruit dans le Paris de l'entre-deux-guerres. C'est désormais fini, et « c'est avec une nostalgie gourmande qu'André Fermigier évoque le Paris "sans architectes et sans chiens" des années trente » (page 928). Les vandales, en effet, sont parvenus à investir l'État jus-

qu'à la tête, or la ville de Paris ne dépendait que de l'État jusqu'en 1977 ¹⁰.

Prenons un seul exemple, celui du quartier des halles et du Centre Pompidou à Beaubourg. Entre 1970 et 1980, dans le secteur des halles, on a démoli 132 immeubles de style ancien dont certains remontaient au XVII^e siècle et étaient encore en bon état, on a également fait disparaître dix rues pittoresques, pour construire un quartier sans âme, de verre et de béton, qui est peu à peu devenu un véritable coupe-gorge. Quant au Centre Beaubourg, construit en tubulures d'échafaudage aux couleurs criardes, voici ce qu'en disent nos auteurs : « Ce gigantesque édifice reste, malgré les snobismes couramment affichés, un désastre urbain, esthétique, financier... et technique, puisque, à peine vingt ans après son inauguration, il prend des allures de ruine. La façade latérale a d'ailleurs fait l'objet d'une coûteuse restauration en 1993, qui préfigure celle du bâtiment tout entier, estimée à six cents millions de francs soit six fois plus que celle de Notre-Dame » (page 954).

Le vandalisme ecclésiastique

Pour terminer, signalons le « vandalisme ecclésiastique » dû à l'application des désastreuses prescriptions conciliaires de Vatican II et de son « esprit » : messe face au peuple, communion dans la main, participation active des laïcs et démocratisation des offices et des dévotions, etc. Les auteurs lui consacrent sept pages de leur complément. Ils citent d'innombrables cas de maîtres-autels, retables, am-

¹⁰ — L'État continue d'y faire ses ravages. L'ère Mitterrand fut particulièrement calamiteuse à cet égard avec les grandes constructions d'inspiration maçonnique que le régime a voulu laisser à la postérité : la grande Arche de la Défense, la pyramide du Louvre, les colonnes Buren du Palais-Royal, le ministère des finances à Bercy, la nouvelle bibliothèque nationale, etc.

bons, tables de communion, confessionnaux, ornements, vases sacrés, etc., détruits, vendus, dégradés ou, dans le meilleur des cas, laissés à l'abandon.

De belles églises furent même rasées pour permettre des opérations immobilières ou de voirie. Mieux, à Locminé en Morbihan, c'est sur les instances du curé progressiste, également député-maire de la ville — qui voulait un sanctuaire moderne — qu'on détruisit l'église du XVI^e siècle ¹¹ ! (pages 1003-1004.)

Pour la petite histoire, ces pages révèlent comment la *Fraternité monastique de Jérusalem* a systématiquement vidé de ses œuvres d'art l'église Saint-Gervais que lui avait inconsidérément livrée l'autorité ecclésiastique. Le banc d'œuvre fut la cible spéciale de ces vandales en aube-Taizé qui se justifiaient dans un tract, qualifiant ainsi ce malheureux mobilier : « Inventé en 1824 » par « un régime vindicatif » (la Restauration), le banc d'œuvre, « témoin d'un passé révolu », est incompatible avec notre « régime républicain » et avec « la mentalité sociale actuelle (...) où, partout, les classes sont supprimées ».

On apprend encore que le curé de Saint-Séverin (dont dépendait l'église Saint-Nicolas, avant d'être rendue au vrai culte, en 1977) souhaitait refaire « en déclive » le sol de son église, comme dans un cinéma...

*
* *

Le livre s'achève par un épilogue qui reprend et complète les propositions de réforme et les remèdes suggérés en son temps par Louis Réau. La cause prochaine du mal, estiment M. Fleury et G.-M. Leproux, c'est la démission de l'État

¹¹ — La conservation de la double façade (inscrite à l'Inventaire) lui fut cependant imposée par les Monuments Historiques.

qui a abandonné ses prérogatives et laissé se constituer une cascade de féodalités, volontiers destructrices du patrimoine et dissipatrices des deniers publics parce qu'elles sont soumises aux intérêts électoraux. Contre cet état de choses, le maquis des lois et des circulaires tatillonnes et contradictoires secrétées par l'administration n'est d'aucune efficacité.

Nous ne contestons pas ce verdict porté par des experts. Nous sommes pourtant en droit de nous demander : la solution est-elle vraiment au niveau d'un contrôle plus strict de l'État ? Le problème n'est-il pas beaucoup plus profond ?

Le Moyen Age et l'Ancien Régime ne possédaient pas d'administration des Monuments Historiques ; ils n'avaient même pas de musées, ils ne « conservaient » rien au sens où on l'entend désormais. Évidemment, on détruisait parfois et on reconstruisait des églises ou des monuments, mais c'était toujours pour servir au culte du vrai Dieu et à l'activité quotidienne et réelle des populations. La pierre et le bois n'étaient pas ces matériaux nobles réservés aux restaurations subventionnées que les badauds viendraient visiter, mais la matière ordinaire de toutes les constructions, anciennes ou nouvelles, fût-ce une humble grange de campagne. Le beau, la présence d'un cadre chargé d'âme et d'histoire, n'étaient pas un luxe rare. Ils faisaient partie de la vie de tous les jours, ils étaient le trésor commun des riches et des pauvres, des habitants des villes et des campagnes. On ne parlait pas de vandalisme, alors, car on ne vivait pas comme des vandales. Il aura fallu la Révolution, les guerres dévastatrices, l'avènement des démocraties apatrides et l'univers bétonné des cités modernes pour devoir légiférer contre les vandales et créer ces innombrables services de protection et de conservation du « Patrimoine », à qui l'on confie la charge officielle d'exercer le « devoir de mémoire »

d'un passé vidé de sa substance vivante et chrétienne... Vraiment, notre siècle marche sur la tête.

*
* *

Au terme de ce réquisitoire sur les méfaits passés et présents des vandales, on pensera peut-être : « Après tout, ce ne sont que de vieilles pierres, il n'y a pas lieu d'y attacher trop d'importance. »

Ce serait une erreur, car ce sont les mêmes vandales qui s'attaquent aux « vieilles pierres » et aux âmes, on le voit bien dans l'exemple du protestantisme, au XVI^e siècle. Au-delà des monuments, ce qu'ils veulent détruire, ce sont les chrétiens. Pour y parvenir, ils ont commencé par démolir le cadre, l'atmosphère, les monuments de la chrétienté dans lesquels, autrefois, les âmes respiraient l'air salubre qui leur permettait de vivre chrétiennement.

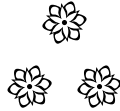
En outre, beaucoup de ces pierres furent en leur temps consacrées. Le joyau de notre ancien patrimoine, ce sont les églises que les prières de la liturgie ont sanctifiées et qui sont l'image de nos âmes consacrées par l'onction du saint baptême et la figure de la Jérusalem céleste qui nous attend : « *Cælestis urbs Jerusalem...*, Jérusalem, cité des cieux, bienheureuse vision de paix, bâtie en pierres vivantes... »

Hélas, comme dit le psalmiste : « *Polluerunt Templum sanctum tuum ; posuerunt Jerusalem in pomorum custodiam* – Ils ont souillé votre saint Temple ; ils ont fait de Jérusalem une cabane à garder les fruits » (Ps 78, 1).

Fr. E.-M.

Louis REAU, *Histoire du vandalisme. Les monuments détruits de l'art français.* Édition augmentée par Michel Fleury et

Guy-Michel Leproux. Paris, Bouquins – 149 F.
Robert Laffont, 1994, 20 x 13, 1216 p.,



☞ L'engouement des catholiques conciliaires pour Luther

*Das moderne katholische Lutherbild – Wird
ganz Deutschland protestantisch ?*

Cette étude intéressante et bien informée de G. Schuder, traite du débat actuel autour de la réhabilitation de Luther par des théologiens catholiques.

Ce débat se focalise actuellement en Allemagne et a atteint récemment un point culminant avec une déclaration du président de la conférence épiscopale allemande, Mgr Karl Lehmann. Dans l'Église-mémorial « Kaiser Wilhelm », à Berlin, au cours d'une conférence donnée le 6 novembre 1997, ce dernier a appelé Luther « le docteur commun » (« *der gemeinsame Lehrer* »). Luther avait déjà été gratifié de ce titre par le cardinal Willebrands, en 1970, dans une allocution prononcée devant l'assemblée plénière de l'alliance luthérienne mondiale, à Évian. Mgr Lehmann a fait entendre, dans sa conférence, que le temps était venu pour le magistère officiel de l'Église d'intégrer la nouvelle appréciation que les théologiens catholiques ont désormais de Luther.

Comment a-t-on pu en arriver là ? L'auteur nous l'explique en explorant, par une recherche sérieusement documentée, les ramifications multiples de l'œcuménisme post-conciliaire, depuis ses causes prochaines : la crise moderniste du début

du XX^e siècle, jusqu'à ses causes lointaines : les cercles cabalistiques et gnostiques qui apparaissent avec la Renaissance. On voit déjà poindre, dans ces groupes du XIV^e siècle, le rêve d'une super-église transcendant toutes les formes et dénominations religieuses par un processus « unioniste ». Le concept traditionnel de catholicisme romain une fois éclaté, toutes les religions se réuniraient dans un nouveau « catholicisme » supra-confessionnel, pour devenir les parties intégrantes d'une nouvelle Église romaine qui n'exercerait qu'un gouvernement purement fictif, aidant à la convergence de toutes les religions et ménageant « l'unité dans la multiplicité ».

Voilà donc ce qui explique les efforts de beaucoup de théologiens, spécialement en Allemagne, pour réhabiliter Luther. Un jugement trop négatif du côté catholique mettrait obstacle à l'œcuménisme post-conciliaire momentanément triomphant. Déjà, au début du siècle, avec la crise moderniste, une première tentative avait échoué, réprimée par les papes de l'époque, en tout premier lieu par saint Pie X. Le modernisme, au fond, ne faisait qu'introduire dans l'Église les idées œcuméniques des mouvements unionistes du XIX^e siècle, et ces derniers avaient pour patrie spirituelle les cercles gnostiques de la Renaissance. Notre auteur nous en donne la preuve au fil des pages de son ouvrage ; il a répertorié un grand nombre d'auteurs gnostiques, œcuméniques et catholiques

LE SEL DE LA TERRE

Donner le goût de la sagesse chrétienne

*Revue trimestrielle
de formation catholique*



Maintenir et conserver la saveur du sel de la doctrine quand tout autour devient insipide par la suite de l'abandon de Dieu, c'est le défi que la revue s'impose par son nom même. Le *Sel de la terre* vous offre tous les trois mois des articles simples, diversifiés, adaptés et d'une sûreté doctrinale éprouvée afin de nourrir votre vie spirituelle.

- **Simple**, le *Sel de la terre* ne requiert de ses lecteurs **aucun niveau spécial de connaissance** ; il s'adresse à tout catholique qui veut approfondir sa foi.
- **Diversifié**, le *Sel de la terre* propose à tous une **formation catholique vraiment complète** : études doctrinales et apologétiques, spiritualité et Écriture sainte, histoire et arts de la civilisation chrétienne viennent tour à tour nourrir votre intelligence.
- **Adapté**, le *Sel de la terre* présente les vérités religieuses **les plus utiles** à notre temps et dénonce les erreurs qui menacent aujourd'hui les intelligences.
- **Traditionnel**, le *Sel de la terre* est publié sous la responsabilité d'une communauté dominicaine qui se place **sous le patronage de saint Thomas d'Aquin**, pour la sûreté de la doctrine et la clarté de l'expression.

Cet article vous a plu ?

Vous pouvez :

[Vous
abonner](#)

[Découvrir
notre site](#)

[Faire
un don](#)

Trouvez plus de 1000 articles en accès libre !